



# ECHOS D'AFRIQUE CENTRALE

No 29 ~ juin 2013



[www.uneca.org/sro-ca](http://www.uneca.org/sro-ca)



CEMAC :  
L'ère de la libre  
circulation des personnes

Going all-green

# Sommaire



## 3-5 Le Focus

L'Economie Verte permettra à l'Afrique centrale d'éviter le piège des matières premières

## 6 - 8 Spécial CIE 2013

9

La Libre Circulation des  
Personnes en  
Zone CEMAC dès 2014

10 - 11

Central Africa should green  
its agriculture now



*This is Central Africa's moment to go green*

**Publisher**

**Emile Ahohe**

**Editor-in-Chief/Designer**

**Abel Akara Ticha**

**Contributors**

**All Professional and Support  
Staff of ECA/SRO-CA**

**Proofreading**

**All Professional and Support  
Staff of ECA/SRO-CA**



**Echos d'Afrique Centrale**

Une publication du Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale  
de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique

B.P. 14935 Yaoundé - Cameroun

Tél: +237 22 23 14 61 / 22 22 08 61 / 22 22 08 56

Fax: +237 22 23 31 85

Web: [www.uneca.org/sro-ca](http://www.uneca.org/sro-ca)

Email: [sroca@uneca.org](mailto:sroca@uneca.org)

## L'Economie Verte permettra à l'Afrique centrale d'éviter le piège des matières premières

La poursuite des réformes et la bonne tenue des cours des produits de base constituent les principaux facteurs qui ont sous-tendu les bonnes performances économiques dans les pays de l'Afrique centrale au cours des dernières années. Tout semble indiquer que ces facteurs seraient maintenus au cours des quelques années à venir, sous réserve des résultats des efforts conjoints déployés par les leaders politiques pour restaurer la stabilité et la paix dans certains pays de la sous-région.

La tendance haussière des cours des matières premières, véritable manne ayant boosté la croissance dans la sous région, ne fléchirait pas dans l'ensemble au cours des prochaines années. Il va sans dire que plusieurs pays de l'Afrique centrale continueront de jouir de moyens relativement suffisants pour développer les infrastructures et les services sociaux nécessaires à l'expansion de leurs

économies.

Le niveau élevé des prix internationaux des denrées alimentaires dont dépendent la plupart des pays de l'Afrique centrale va cependant continuer de contraster leurs efforts vers une croissance consistante, ce qui semble paradoxal ? au

***la persistance des désarticulations découlant de la dominance de quelques produits de base dans les économies de la sous région commande qu'on y insiste en vue d'éviter un autre piège des matières premières dans la zone***

regard de cette immense potentialité agricole et de ressources hydriques.

Les performances économiques de la sous région telles qu'examinées dans le Rapport sur les Conditions Economiques et Sociales Récentes en Afrique centrale et Perspectives pour 2013, et d'autres publications récentes du Bureau de la CEA pour l'Afrique centrale

***L'énergie solaire: une voie à suivre***

sont similaires à celles de la période pré-ajustement structurel qui s'était effondrée suite à la baisse des cours internationaux des matières premières. Les pays concernés s'étaient enfoncés dans ce qu'il convient de caractériser sous le vocable de « piège des matières premières ».

S'il y a donc un enseignement à tirer de l'histoire économique récente, c'est que, pendant qu'ils jouissent d'une croissance et des perspectives économiques favorables, les pays concernés doivent dès à présent s'engager dans des changements structurels en profondeur qui leur éviteraient les contrecoups ou le marasme du piège des matières premières.

A cela, il faut ajouter le fait que, malgré certaines mesures prises telles que



répertoriées dans le Rapport sur les Conditions Economiques et Sociales Récentes en Afrique centrale et Perspectives pour 2013, la sous région demeure également un paradoxe combinant des performances économiques appréciables avec des indicateurs sociaux mitigés, en l'occurrence dans le domaine de l'emploi. Un tel développement pose la problématique de la qualité de la croissance et de la non diversification de ses sources. Le chômage et le sous emploi, particulièrement des jeunes et des femmes, qui en découlent, constituent une préoccupation pour les autorités nationales. Mais les efforts restent en-deçà des attentes, laissant ainsi planer le risque d'engagement des jeunes dans des préoccupations de substitution telles que l'activisme, la récupération politique et d'autres activités illégales et criminelles qui pourraient compromettre la stabilité nécessaire à la poursuite des réformes. Il va sans dire que, en l'absence de niches sociales pouvant quelque peu atténuer les difficultés de cette importante couche de la population, les pays devront mettre davantage l'accent sur l'emploi dans leurs politiques de développement.

Il est réconfortant de constater que les pays de l'Afrique centrale se sont engagés dans une diversification de leurs relations économiques internationales au cours des dernières années, notamment en direction des pays émergents d'Asie et d'Amérique Latine. Une telle coopération est appelée à prendre de l'ampleur, atténuant quelque peu

l'impact de la morosité des économies des partenaires traditionnels.

Somme toute, les performances économiques et les perspectives en Afrique centrale placent les pays de la zone sur la voie d'une transformation de leurs économies à condition de mieux utiliser les ressources disponibles pour élargir et diversifier leurs bases productives. Une telle orientation devra s'accompagner d'un développement des infrastructures et d'une grande ouverture du marché sous régional dans un climat de bonne gouvernance et de paix. C'est un processus qui demande du planning et de la discipline.

La diversification par l'industrialisation, en l'occurrence le développement de l'agro industrie et de l'agro foresterie, ainsi que la transformation des matières premières, est une perspective dont les pays de la sous région ont les moyens. Une telle approche permettrait non seulement de mettre en valeur les énormes dotations en ressources naturelles et agricoles de l'Afrique centrale, mais également d'étoffer les liens intersectoriels et de booster la valeur ajoutée tout en faisant de la sous région un exportateur net de produits

agroindustriels et agroforestiers finis. Par exemple, la mise en valeur de l'énorme potentiel de production du secteur rural peut assurer l'approvisionnement des industries en matières premières agricoles et assurer l'autosuffisance alimentaire. La promotion et l'industrialisation de la filière bois amènerait à une transformation locale à grande échelle des grumes, et la fabrication et la commercialisation des meubles.

Il est évident que la diversification par le développement de l'agro-industrie et de l'agro foresterie améliorerait la structure et la qualité de la croissance et créerait de nombreux emplois nécessaires pour renverser la courbe du chômage ambiant. En particulier, elle élargirait les possibilités d'emplois formels et rémunérateurs, sans compter la perspective qu'elle offre pour de nombreux jeunes de devenir entrepreneurs dans des secteurs de sous-traitance et des services. Pour y arriver, les pays d'Afrique Centrale doivent dès à présent donner la priorité à la formation des compétences techniques. Les sciences fondamentales appliquées, l'ingénierie et les mathématiques doivent être mieux considérées au niveau du cycle secondaire, tandis que les systèmes d'enseignement supérieur doivent être diversifiés afin de répondre aux exigences des secteurs émergents. Il est en outre nécessaire de remettre à plat les systèmes de Développement de Compétences



Une invention d  
réduire la dépen

Techniques et Professionnelles (DCTP) afin de les rendre à la fois plus efficaces et plus opérationnels. Les partenariats avec le secteur privé sont à renforcer à tous les niveaux d'éducation car ils permettront de définir avec précision les qualifications demandées par les

tions telles que la CEEAC, la CEMAC, la BDEAC, la CEA, la BAD et d'autres partenaires. Toutefois, il faut espérer que les Etats membres et les institutions concernées s'engagent davantage dans la mise en œuvre d'une si bonne initiative qui tarde à se matérialiser.

La diversification par la valorisation des ressources agricoles et forestières nécessitera aussi l'ouverture des marchés. Cela passera par l'application effective des mesures relatives à la libéralisation des échanges adoptées par les instances sous régionales. Les Etats membres et les institutions sous régionales devront alors redoubler d'effort pour combler le retard observé à ce titre en vue de créer les conditions de la réalisation de leur potentiel agro-sylvo industriel. Ils devront également faciliter et promouvoir des joint-ventures qui permettront aux entreprises nationales et régionales de s'insérer dans les chaînes des valeurs à l'échelle mondiale de se conformer aux normes internationales, de promouvoir les technologies et d'accéder à des marchés.

La promotion de la démocratie, le renforcement de la gouvernance et l'améliora-

tion du climat des affaires constituent également des conditions qui faciliteraient la réalisation du potentiel agricole et forestier aux fins de la diversification des économies de l'Afrique centrale en dehors des matières premières. Cette prescription est aussi en rapport avec les travaux récents réalisés par la CEA et d'autres organismes qui trouvent une corrélation positive élevée entre la dotation en ressources naturelles et les perversions comme la corruption, les mouvements illicites de capitaux et d'autres pratiques illégales. C'est ici qu'il convient de saluer les efforts déployés par les gouvernements de la sous-région qui ont mis en place des institutions nationales de lutte contre la corruption et souscrit aux mécanismes internationaux relatifs à la transparence dans les industries extractives. Ces initiatives ont néanmoins besoin d'être renforcées et dotées de moyens et de plus d'autonomie dans l'accomplissement de leurs missions afin de contribuer efficacement à l'amélioration du climat des affaires.

Au somme, l'appel à l'industrialisation par la mise en valeur du potentiel agricole et forestier de l'Afrique centrale n'est ni une nouvelle initiative ni un domaine de prédilection d'une instance particulière ou spécialisée. Cependant, la persistance des désarticulations découlant de la dominance de quelques produits de base dans les économies de la sous région commande qu'on y insiste en vue d'éviter un autre piège des matières premières dans la zone.



*Pr David Wilson qui permettrait de l'industrialisation du bois et du charbon de bois*

employeurs dans chaque filière.

L'industrialisation basée sur les ressources agricoles et naturelles ne peut atteindre son plein potentiel en Afrique centrale que dans un contexte d'expansion des infrastructures et d'ouverture du marché sous régional. La situation actuelle caractérisée par un enclavement des pays et des zones de production pour cause d'insuffisance et de détérioration des infrastructures, et qui fait de l'Afrique centrale la sous région la moins intégrée du continent, devra donc être corrigée. Il va sans dire que le développement des infrastructures aux niveaux national et sous régional devra être poursuivi et renforcé. C'est ici qu'il faut saluer l'adoption par les Etats membres du Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC) qui a fait l'objet de l'assistance d'institu-

## Central Africa must go green for meaningful growth – experts

The 29th session of the Intergovernmental Committee of Experts (ICE) of Central Africa, held from 27 February to 1 March 2013 in Libreville, Gabon, ended with a call on countries and economic communities of the sub-region to increase their efforts in transitioning to a green economy in order to guarantee the sustainability and quality of the sub-region's good economic performances recorded of late. The session was co-organised by the Government of the Republic of Gabon and the Sub-regional Office for Central Africa of the Economic Commission for Africa (ECA) on the theme: stakes and challenges of the green economy in Central Africa.

According to the experts, Central African countries now need to implement policies based on the principles of a green economy which would enable them better the quality of their growth and create jobs through the diversification of their economies. This, they said, would be particularly crucial for agro and forest industries. It is against this backdrop that the Director of the Sub regional Office for Central Africa of ECA, Mr Emile Ahohe, said "there has never been a better time than

now for Central African States to harmoniously use their vast mineral, forest and agricultural resources to diversify their economies and avoid a commodity trap similar to the what was experienced on the eve of structural adjustment programmes."

According to Gabon's Minister Delegate at the Ministry of Economy, Employment and Sustainable Development, M. Désiré Guedon, who had opened the session, all countries of the sub-region needed to work in closer synergy toward achieving a green economy which is synonymous with growth and sustainable development.

The experts meeting in Libreville also called on Central Africa's economic communities, including ECCAS and CEMAC, to pool their resources together in implementing similar programmes, to become more involved in the financing and running of the work of the Steering Committee on the Rationalisation of Regional Economic Communities (COFIL/CER) and to promote the creation of strategic research centers to leverage the development potential of the sub-region.

At the end of the meeting, the experts voted the theme of the 30th session of the Intergovernmental Committee of Experts which is: "Industrialization and the adaptation of enterprises for a transition to the Green Economy in Central Africa."



**Business  
got down  
word "go"**

The recommendations of the 29th session of the ICE for Central Africa, was tabled before participants of the Sixth Joint Annual Meetings of the African Union Conference of Ministers of Economy and Finance and Conference of African Ministers of Finance, Planning and Economic Development of the Economic Commission for Africa which took place in Abidjan, Côte d'Ivoire, from 25 to 26 March 2013.

## L'économie verte aidera la croissance de l'Afrique Centrale – experts

La 29<sup>ième</sup> session du Comité Intergouvernemental d'Experts de l'Afrique centrale (CIE), qui s'est tenue à Libreville, au Gabon, du 27 février au 1<sup>er</sup> mars 2013, s'est achevée avec un appel à l'endroit des pays et communautés économiques régionales de la sous-région à s'engager davantage sur la voie de l'économie verte pour qu'à leurs bonnes performances économiques se conjuguent une amélioration des conditions sociales et des indicateurs du développement durable. Les assises étaient co-organisées par le Gouvernement de la République Gabonaise et la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) à travers son Bureau sous-régional de l'Afrique centrale sur le thème : les enjeux et défis de l'économie verte en Afrique centrale.

À en croire les experts, les pays de l'Afrique centrale devraient désormais poursuivre des politiques basées sur l'économie verte qui leur permettraient, par le développement de l'agro industrie et de l'industrie forestière entre autres, de diversifier leurs économies et d'améliorer la qualité de la croissance en vue de créer davantage d'emplois.

C'est dans cette optique que le Directeur du Bureau Sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA, M. Emile Ahohe a indiqué que « c'est le moment plus que jamais pour les Etats de l'Afrique centrale de prendre conscience de la force que représentent leurs vastes ressources minières, forestières et agricoles, dont l'exploitation harmonieuse et coordonnée leur permettrait de diversifier leurs économies et d'éviter un piège des matières premières semblable à celui qui avait prévalu à la veille des programmes d'ajustements structurels ».

Selon le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Développement durable de la République Gabonaise, M. Désiré Guedon qui avait ouvert les assises de Libreville, tous les pays de la sous-région devraient entamer la marche vers une économie verte, par une approche commune et complémentaire afin que ce modèle du développement soit synonyme de croissance et de développement durable pour leurs populations. Les experts réunis à Libreville ont aussi recommandé aux communautés économiques sous-régionales en Afrique centrale, notamment la CEEAC

et la CEMAC, de mutualiser leurs ressources dans la mise en œuvre des programmes identiques, de s'impliquer davantage dans le financement et le fonctionnement du Comité de Pilotage de la Rationalisation des Communautés Economiques Régionales (COPIL/CER) et de promouvoir la création de centres de recherches stratégiques sur la mise en valeur du potentiel de la sous-région.

À la fin des travaux, les experts ont retenu comme thème de la prochaine session du Comité Intergouvernemental d'Experts : « L'industrialisation et la mise à niveau des entreprises pour une transition vers l'Economie verte en Afrique Centrale. »

Les recommandations faites lors de cette 29<sup>ième</sup> session du CIE de l'Afrique centrale ont été transmises à la sixième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique, organisée à Abidjan en Côte d'Ivoire du 25 au 26 mars 2013.



? The experts  
on it from the  
!

## Des propos à ne pas oublier



**M. Désiré Guedon – Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable de la République Gabonaise**

La vision du Gabon pour une économie verte, porte sur la valorisation des richesses du sol gabonais, notamment son patrimoine forestier et sa biodiversité exceptionnelle... L'économie verte est aussi, pour notre sous-région, un enjeu de taille en raison de la richesse de ses écosystèmes. Cependant, la transition vers cette économie comporte des risques et des défis. En l'occurrence, il est à craindre que ce concept ne soit utilisé pour renforcer les tendances protectionnistes, augmenter les conditionnalités liées à la coopération financière internationale, renforcer les lois du marché et les inégalités au détriment de nos pays. Il s'avère donc nécessaire que nos Etats et ceux du continent tout entier traitent ces questions dans le cadre d'une approche commune et complémentaire afin que l'économie verte soit synonyme de croissance et de développement durable en Afrique.



**M. Aboubacar Saïbou – Coordonnateur par Intérim du Système des Nations Unies au Gabon**

Nous saluons l'engagement public du Gabon, à travers notamment les sommets de Copenhague et de Rio, en faveur du développement durable, engagement réitéré dans le Plan Stratégique du Gabon Emergent. Cet engagement fort du Gabon pour le développement durable constitue, avant tout, l'engagement d'un pays responsable, qui a pris l'option de gérer ses ressources naturelles de façon optimale pour le bien des générations actuelles et futures et de jouer un rôle significatif dans la lutte contre l'émission de gaz à effet de serre, conformément à la Convention Climat des Nations Unies.

There has never been a better time than now for Central African States to harmoniously use their vast mineral, forest and agricultural resources to diversify their economies and avoid a commodity trap similar to what was experienced on the eve of structural adjustment programmes.

**Emile Ahohe, Director – ECA Sub Regional Office for Central Africa**





# La Libre Circulation en zone CEMAC – à partir de Janvier 2014 !

*Extraits du Communiqué final de la session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), qui s'est tenue le 14 juin 2013 à Libreville, au Gabon*

La cérémonie officielle d'ouverture de la Conférence, couplée à la deuxième session du New York Forum for Africa, a été marquée tour à tour par les discours du Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour l'Afrique Centrale et Chef du Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA), du Président de la Commission de la CEMAC et de son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, Président en Exercice de la CEMAC.



S'agissant de la libre circulation des personnes, la Conférence a décidé de généraliser cette mesure dans tous les Etats de l'espace CEMAC à compter du 1er janvier 2014, sur la base des documents de voyage sécurisés (carte nationale d'identité et passeport).

Examinant le rapport d'étape sur la mise en place de la Compagnie Communautaire Air CEMAC, la Conférence a pris acte des diligences accomplies par la nouvelle équipe dirigeante dans le cadre de la poursuite du processus de négociation avec Air France.

Constatant toutefois que le partenaire stratégique conditionne son engagement dans le projet à la levée de certaines incertitudes, la Conférence a réaffirmé le principe de la libre concurrence sans monopole.

Elle a recommandé la convocation urgente d'une session ad hoc des Ministres en charge de l'Aviation Civile, afin d'examiner le rapport d'étape et trouver des solutions appropriées pour la finalisation, dans les meilleurs délais, d'un accord de partenariat. ...

Abordant les questions économiques, financières et monétaires de la Communauté, le Gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a présenté les conclusions de la conférence internationale sur le financement des économies de la CEMAC. La Conférence l'a exhorté à mettre en place des produits innovants en matière de financement des PME et des infrastructures.

Au terme de leurs travaux, les Chefs d'Etat ont formulé le vœu d'un retour de la paix et de la stabilité en République Centrafricaine pour une relance économique et sociale durable.

Par ailleurs, ils ont exprimé leurs vifs remerciements à leur illustre Ami et Frère, Son Excellence Monsieur Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République Gabonaise, Président en exercice de la CEMAC, au Gouvernement et au Peuple gabonais, pour l'accueil hautement fraternel et chaleureux, ainsi que pour les délicates attentions dont chacun a été l'objet pendant leur séjour en terre gabonaise.

## Why Central Africa should

Following the successful co-hosting of the 29th session of the Intergovernmental Committee on Experts of Central Africa in Libreville this year on the stakes and Challenges of a green economy in the sub-region, we want to take this opportunity to echo the great need for the sub-region to start greening its agriculture. We emphatically reckon that contrary to what proponents of conventional carbon-intensive agriculture may think, investing in green agriculture is the best guarantee for food security for the sub-region as it would contribute efficiently to meaningful economic growth.

With a population of 135 million Central Africa (all ECCAS countries combined) is home to 27 million hectares of arable land and over 26 thousand cubic meters of water per capita per annum and yet its people still face problems on all four sides of the food security equation – food availability, food accessibility, food use and food system stability. This already speaks volumes to the fact that

countries in the sub-region need to make more proactive strides to giving meaning to the much touted green revolution as they get on their mark for emergence. These countries can engage in green agriculture by taking the following calculated steps.

### Increasing public investment on agriculture and build partnerships

Given that green techniques and technologies are very new, and bearing in mind that aside from the extractive industries, Central Africa's wild card is agriculture, countries in the sub-region must network and build partnerships with others on continental and international platforms driving the revolution in sustainable agriculture. One platform that comes to mind is NEPAD's Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP). The Programme's goal is to eliminate hunger and reduce poverty in Africa through agriculture. To get there, African govern-

ments agreed during the AU Maputo Summit in 2003 to increase their investment in agriculture by a minimum of 10 per cent of their national budgets and to raise agricultu-



*Green agric techniques could lead to substantial increases in yields*

ral productivity by at least 6 per cent. But ever since, only 30 of its 54 countries have signed CAADP compacts and only 24 have submitted plans related to the compacts. While Burundi and the DRC have signed these compacts, no other country across the ECCAS-CEMAC region has done so. It is true that Gabon now plans to increase the

# green its agriculture now!

contribution of agriculture to its economy to 15 percent, from current levels of 1 percent by 2020, as part of its strategy to become an emerging country by 2025, but



all Central African countries should hitch horses together and get on to the CAADP platform in order to use their comparative agricultural advantage basis to significantly increase agricultural output in the sub region.

## Supporting research and agro training

Central African countries need to revolutionise research and training in

agricultural sciences and technology by adapting current curricula to the challenges posed by climate change and ecological scarcities (mainly the progressive loss of volume in water bodies for instance the Lake Chad). In Cameroon, the University of Yaoundé I recently upgraded its profile on agriculture to the PhD level, aside from the well known training in Agriculture at the University of Dschang. It is a good sign that specialized agricultural training is becoming more relevant. However practical tools to enhance this kind of training must be invested in and steps must be taken to make trained agric engineers and technicians help farmers to use green techniques to improve their yields substantially.

## Applying green techniques to farming

The actions to take on technical bases are straightforward: reinstating and enhancing soil fertility by means of naturally enhanced soil

nutrient inputs as opposed to chemical fertilizers; adopting biological pest management techniques, reducing soil erosion and improving the efficiency of water use by applying the good old techniques of light tillage and cover crop cultivation, capitalizing on irrigation where needed and where it is convenient (e.g. judiciously using the water resources provided by the Congo, the Oubangui and the Sangha rivers), and integrating post-harvest and storage and processing mechanisms to reduce unnecessary waste.

Green strategies and techniques are quite new but also quite urgent and efficient. There is almost no excuse not to invest in them if this sub-region must sustainably grow to emergence for countries and communities that have test-driven green techniques in farming so far have witnessed substantial increases in yields. If growth were a card game, then Green Agriculture is Central Africa's Ace Card. Its countries need to use it!

**Economic Commission for Africa  
is on Facebook.**

To connect with Economic Commission for Africa, sign up for Facebook today.

[Sign Up](#)

[Log In](#)



**Economic Commission for Africa**

1,960 likes · 98 talking about this

[Like](#)



Organization

This year we join the African Union in celebrating 50 years of panafricanism. We are proudly African.

[About](#)



[Photos](#)

**1,960**

[Likes](#)



[Events](#)



[Videos](#)

**SOCIALLY INCLINED TO AFRICA'S TRANSFORMATION?**



**FOLLOW US ON @ECA\_OFFICIAL**



**LIKE US: ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA**

Search



**Economic  
Commission  
for Africa**

**UNECA**

**@ECA\_OFFICIAL**

Africa regional arm of the United Nations with offices in Rwanda, Zambia, Cameroon, Niger & Morocco. 'It's Africa's Time - Let's make it count!'

Addis Ababa, Ethiopia · [uneca.org](http://uneca.org)